

Daniel Bensaïd

Crise économique

Le bonheur maximum

Pénurie, chômage, gaspillage... Petit à petit, voulue ou non, suggérée ou non par une dramatisation délibérée de la situation, la peur s'installe. Le système capitaliste mondial a connu depuis la Seconde Guerre mondiale sa période faste. Il a vécu sans compter. Il s'est cru immortel et on a échafaudé quelques théories éphémères sur le sujet. Et soudain, le mal. Comme un gaillard qui paie le prix de ses excès qui titube devant sa propre faiblesse. Et dont l'angoisse finit par aggraver la maladie.

Le Capital, pendant trente ans, a puisé à pleines pelletées mécaniques dans le sous-sol, déversé des tonnes de déchets. Avec insouciance. Il a bâti des empires en exploitant le travail salarié de peuples entiers, en enchaînant aux cadences des centaines de millions de jeunes travailleurs qui n'ont pas connu le poids des défaites passées et sont particulièrement sensibles aux absurdités, aux incohérences d'un monde où le gaspillage, l'abondance et l'oisiveté côtoient la misère, la pénurie et le travail forcé.

Le pétrole a servi de prétexte : à raison passagère, crise passagère, disait-on. Or, selon un responsable de la commission d'études de l'EGF, les 90 milliards de tonnes de réserve pétrolière prouvées ne donneraient que trente-six années de consommation en régime de croissance zéro. L'énergie nucléaire est encore loin, et les conséquences des déchets radioactifs qu'elle engendre mal connues. La crise est peut-être passagère, le problème est permanent.

C'est bien le socle des rapports sociaux, des mythes et des certitudes sur lequel repose le capitalisme qui est ébranlé. Trois jours de

travail hebdomadaire en Angleterre ; fermetures temporaires d'usines automobiles en Italie, en Hollande en France...

Aux États-Unis, General Motors a décidé le 28 décembre la mise à pied pour une durée indéterminée de 38 000 ouvriers de ses usines d'assemblage et la mise en chômage technique pour une dizaine de jours de 48 000 autres ouvriers. De son côté, l'entreprise aérienne TWA a annoncé le licenciement pour le 1^{er} janvier de 2 900 de ses employés, ce qui porte à 3 750 l'ensemble des employés licenciés.

Aussitôt, le thème de la croissance zéro connaît un regain d'intérêt. Un peu magique, enveloppé de mystère technique et de compétences supposées. En fait, l'enjeu du débat n'est pas dans la variation des pourcentages et les mérites comparés d'options économiques.

Il est dans l'affrontement entre deux systèmes, deux logiques incompatibles. Il y a deux ans, au moment de la publication de la lettre Mansholt, la mode écologiste tendait à reléguer au second plan le débat politique. Si dans trente ans – capitalisme ou socialisme – nous devons être tous pourris, il faut suspendre, il faut suspendre les querelles et y mettre du sien pour sauver la planète ; c'était le thème. Aujourd'hui la question politique, alors que s'annoncent de violents conflits de classe, revient en force : les écologistes sont amenés à choisir leur camp entre l'aménagement du système et la mise en cause de la propriété privée, de l'économie du marché.

Ne pas donner de réponse révolutionnaire aux crises qui s'annoncent, piétiner, hésiter, c'est faire la part belle à l'extrême droite qui ne manquera pas à renaître de ces difficultés, comme solution de combat de la bourgeoisie menacée.

La planification démocratique, la satisfaction des besoins sociaux, la réduction massive du temps de travail s'opposent, point par point,

à la pénurie, au gaspillage, au chômage engendrés par l'anarchie capitaliste, par le chaos de ces intérêts privés, aveugles, qui se combattent avec acharnement, au détriment de l'intérêt de tous.

Enfin, au moment où la pénurie de l'énergie défraye la chronique, il faut dire que l'abolition de l'exploitation, la réduction du temps de travail libérerait les cerveaux de millions et millions d'hommes du carcan et de l'obscurantisme capitaliste. Il y a là une source d'énergie riche en promesses, féconde et inépuisable, pratiquement inutilisée à ce jour. Le monde qui en résulterait n'obéirait pas à la logique de la croissance maximum mais du bonheur maximum, ce qui est toute autre chose.

75 millions d'Américains 2 milliards d'Indiens

Au printemps 1972, un communiste français révélait la lettre devenue célèbre de Sico Mansholt, alors haut fonctionnaire de la Communauté européenne, à Franco Malfatti, président de la Commission européenne. Dénonçant dans cette lettre un « plan anti-bonheur », parce que l'une des mesures envisagées consistait en la réduction des allocations familiales, le PCF désamorçait le document au lieu de le faire exploser. Il y avait en effet dans cette lettre, sous la plume d'un grand commis du capital, des éléments, des aveux, permettant d'instruire le procès de la société capitaliste. Au moment où la crise pétrolière et ses conséquences ramènent à l'ordre du jour les interrogations sur la signification de « la croissance », sur les résultats de l'expansion, il est utile de revenir sur les principaux thèmes de la lettre Mansholt.

Première inquiétude exprimée dans la lettre Mansholt. La course à l'expansion provoque

une dévastation en règle des ressources naturelles, un épuisement des matières premières. Si le développement démographique continue au rythme actuel, la terre deviendrait selon lui inhabitable en l'an 2000.

Il faut reconnaître que les chiffres sont inquiétants. Au rythme actuel, alors qu'il y avait 2 milliards et demi d'hommes et de femmes sur le globe en 1950, alors qu'il y en a aujourd'hui plus de 3 milliards, il y en aura 6 milliards et demi à 7 milliards en l'an 2000. Or, les seuls États-Unis sont déjà confrontés à l'énorme problème de faire disparaître chaque année 7 millions de voitures usagées, 55 milliards de boîtes de bière, 26 milliards de bouteilles, 3 milliards de tonnes de sacs, débris, cendres, rebuts de toutes sortes. Un Américain consomme en moyenne trente fois plus de pétrole et de minerai qu'un Indien, cela veut dire que, si le pillage impérialiste continue, 75 millions d'Américains en plus en trente ans équivaldraient, du point de vue de la consommation, à un surcroît planétaire de 2 milliards 250 millions d'Indiens !

La première suggestion de Mansholt est donc d'ordre démographique et se traduit par un contrôle strict des naissances tendant à la « famille de remplacement », c'est-à-dire la famille avec deux enfants maximum. Première contradiction : cette perspective ne se heurte pas seulement à l'Église et au pape, elle met en question quelques piliers de l'ordre moral capitaliste : mystères de la reproduction et culte de la famille. Il suffit de voir le fanatisme de la bourgeoisie française et de ses gouvernants face au problème de l'avortement, pourtant légalisé dans d'autres pays, pour s'en convaincre.

Investir dans les produits non rentables

Mais il ne s'agit là que d'une contradiction mineure comparée à celles qui touchent le système économique lui-même.

En supposant une population mondiale stable, Mansholt énumère une série de conditions permettant d'assurer un certain équilibre :

« a) Une priorité à la production alimentaire en investissant aussi dans les produits agricoles réputés « non rentables » ;

b) une forte réduction de la consommation de biens matériels par habitant, compensée par l'extension de biens incorporels (prévoyance sociale, épanouissement intellectuel, organisation des loisirs et activités récréatives) ;

c) la prolongation notable de la durée de vie de tous les biens d'équipement, en prévenant le gaspillage et en évitant la production de biens non essentiels ;

d) la lutte contre la pollution et l'épuisement des matières premières par la réorientation des investissements. »

Beau programme en vérité.

Mais que signifie demander à un entrepreneur capitaliste d'investir dans des produits « réputés » « non rentables », alors que sa raison d'être est le profit ?

Que signifie une forte réduction de la consommation de biens matériels, alors que la publicité,

les *mass media*, tous les grands moyens de l'intoxication capitaliste, présentent cette consommation comme le privilège et la réussite de leur système, de leur monde libre ?

Que signifie prolonger la durée de vie des biens d'équipement, alors que l'on sait pertinemment que les entrepreneurs, constructeurs d'automobiles ou fabricants de tubes de néon, s'ingénient, selon le principe de « l'usure intégrée », à limiter la durée d'utilisation de leurs produits, pour renouveler le marché et multiplier les bénéficiaires ?

Tout cela revient à demander que le système capitaliste fonctionne contre sa propre logique, celle du profit maximum. N'est-ce pas un verdict ?

Économie planifiée contre loi du marché

L'affaire devient encore plus claire lorsque Mansholt en arrive aux suggestions pratiques. Il propose : « l'instauration d'un système de certificats de production (certificats CR) contrôlé à l'échelon européen ». Ce système vise à détaxer les produits reconnus d'utilité prioritaire, non polluants de préférence, et à taxer

Croissance et bonheur ?

Pour les gouvernements capitalistes et les patrons parler d'expansion, de croissance, c'est parler de réussite. En alignant les chiffres, 6 %, 8 %, 10 % de taux d'expansion, ils suggèrent avec insistance que le mieux-être et le bonheur des travailleurs leur sont liés. Pourtant, un sondage de l'Ifop, publié par l'hebdomadaire *Entreprise* en juin 1972, révélait que, selon 63 % des Français, l'économie progressait plus vite que la justice sociale ; 14 % étaient d'avis contraire, le reste ne se prononçait pas. 17 %

estimaient que le progrès économique aurait pour conséquence à l'avenir un accroissement des « inégalités entre catégories de Français » ; 43 % s'attendaient au maintien de ces inégalités, 19 % seulement à leur diminution. Enfin 57 % des personnes interrogées désignaient la « justice sociale » comme la chose la plus importante ; 25 % donnaient la priorité au progrès économique. Comme quoi, d'après l'expérience des travailleurs, les deux choses ne vont pas exactement de pair.

lourdement les autres, par exemple à taxer lourdement les automobiles dans les cinq premières années d'utilisation pour encourager la construction d'automobiles de longue durée...

Il s'agit d'une première intrusion dans le domaine de la sacro-sainte propriété privée et d'un premier empiètement timide dans celui de la libre entreprise.

Le réel problème qui se profile derrière ces bricolages, c'est celui de la planification économique, de l'utilisation consciente et centralisée des richesses et des ressources au service des besoins sociaux collectivement définis. Mansholt finit par le reconnaître : « A cet effet, il faudra se pencher sur les problèmes de la planification... », et il évoque « une économie rigoureusement planifiée qui assurerait à chacun le minimum vital... ».

Ainsi, voici à l'ordre du jour cette économie planifiée tant décriée au nom de la libre concurrence, la liberté d'entreprise et le libre jeu du marché. Nous en prenons acte.

Qui décide ?

Mansholt constate en outre que l'objectif d'un système de production non polluant « se traduira par un net recul du bien-être matériel par habitant ». Ou d'une certaine conception du bien-être matériel ? La question est posée. Comme elle était déjà posée à travers la proposition des certificats d'utilité CR. Qui décide, et au nom de quoi, des priorités ? Les sociologues, les experts, une poignée de gouvernants et de patrons ?

La collectivité des travailleurs n'est-elle pas mieux à même de connaître les conséquences de leur travail, l'importance de la pollution, le rythme d'épuisement des richesses communes ? Ne sont-ils pas mieux placés pour confronter les ressources à leurs besoins, pour exprimer leurs propres besoins, et non ceux

que la publicité leur prête ? Ne sont-ils pas seuls capables, par mille et mille connaissances et informations confrontées, de construire une économie au service de leurs besoins collectifs.

On s'apercevra alors que cette image, mirage du bien-être matériel offerte par le capitalisme, ne correspond pas exactement au bien-être social auquel aspiraient les producteurs eux-mêmes.

La lettre de Mansholt entrebâille quelques portes vers le futur. Mais elles débouchent inévitablement sur la grande interrogation : les solutions aux contradictions énoncées supposent un système économique et social radicalement différent, une économie planifiée, le pouvoir de décision pris en main par la masse de producteurs et non par les possédants actuels.

« À ce moment se pose avec acuité la question de savoir si une telle opération est possible dans le cadre de l'ordre établi et si, par exemple, le système actuel de production peut-être maintenu au niveau des entreprises. À mon avis, poser la question équivaut à y répondre par la négative ! », reconnaît Mansholt.

C'est l'hommage involontaire, consenti du bout des lèvres par ce technicien du capital, à la solution d'une économie démocratiquement planifiée, c'est-à-dire à la solution socialiste.

Le gaspillage organisé

Le rationnement temporaire et le renchérissement durable du pétrole mettent en évidence les conséquences de la consommation aveugle engendrée par le capital. Les caprices et les luxes de cette société repue, bâtie sur l'exploitation et le pillage, ne coulent plus de source. Le scandale permanent qu'ils constituent peut devenir sensible à de larges masses...

Première cible, la plus évidente, celle du

gaspillage. On connaît l'histoire, hautement symbolique, révélée par Ralph Nader : la firme géante General Motors avait dépensé en 1964, pour la sécurité de ses modèles, une somme égale à 0,073 % de son bénéfice net après impôts, alors qu'elle avait dépensé quatre fois plus pour rendre agréable le bruit que font en se fermant les portières de ses voitures...

Autre gaspillage croustillant : la compagnie aérienne TWA organise pour ses passagers des vols stylés ; ils peuvent choisir entre le vol « romain » avec hôtesses vêtues de toges de vestales, le vol « garçonnière à Manhattan » ou le vol *old english* dont le décor reproduit l'intérieur d'un pub anglais et où les hôtesses sont appelées « soubrettes ».

Détails, parmi une foule d'autres, la ville de New York consomme pour ses seules illuminations publicitaires nocturnes, autant d'électricité en un jour que toute la ville de Carpentras en un mois. Et la seule ville de Chicago consomme autant d'énergie que le monde entier il y a deux siècles.

La publicité

En France, les dépenses de publicité, totalement inutiles ont triplé de 1960 à 1970. En 1975, elles atteindront 8,5 milliards de francs, soit le double des crédits publics consacrés à la santé à la même date. Chaque firme, pour vendre plus que la firme concurrente un produit souvent équivalent, engloutit des milliards dans la publicité. Pour relancer la vente, l'effort porte plus sur le renouvellement de l'emballage que sur l'amélioration du produit. Particulièrement significatif cet exercice de « gestion » proposé aux élèves ingénieur de l'École centrale : le lancement du Micropenta, nouveau produit, a été magistralement mené l'an dernier. On en a vendu pour 2 700 000 francs.

Malheureusement, le produit a été vite

conurrencé par le Mini-Exa de Lever et les ventes sont tombées. Moyennant une dépense de publicité supplémentaire de 500 000 francs, on peut cependant espérer ramener les ventes au niveau de l'an dernier. En mettant au point un autre produit, le Maxipenta, dérivé du Micropenta moyennant adjonction de phénol, on peut espérer doubler les ventes. Coût de la mise au point du Maxipenta : 1 800 000 francs.

Solution A : dépenser 1 800 000 francs pour mettre au point le Maxipenta.

Solution B : se borner à une campagne de publicité de 500 000 francs.

L'École centrale est décidément une grande école de logique capitaliste. Sans commentaires...

Le gaspillage militaire

Le gouvernement a dépensé, en 1970, 40 milliards nouveaux pour son budget militaire, autant que pour l'Éducation nationale. Et 40 % des sommes consacrées à la recherche sont orientées vers la recherche militaire. Le 27 avril dernier, les gouvernements français et allemand ont interrompu la construction de la fusée Europa II, entreprise en collaboration avec la Belgique et les Pays-Bas. Coût des recherches et des premiers travaux : 3,5 milliards. Pour un résultat nul.

Aux États-Unis, l'équipement et l'entretien de l'armée impérialiste la plus puissante coûte des fortunes colossales. On estime que, à partir de 1967-1968, le Pentagone a consacré 10 % de son seul budget de recherche à la mise au point d'armes spécifiquement destinées au Vietnam, soit environ 800 millions de dollars par an (4 milliards de francs), sans compter les dépenses pour des armes pouvant servir aussi bien au Vietnam qu'ailleurs.

Depuis 1969, le budget militaire des États-Unis oscille autour de 80 milliards de dollars

(400 millions de francs), soit deux fois le budget annuel total de la France ! Et on prévoit pour 1980 un budget de 100 à 110 milliards de dollars !

Le gaspillage de matière grise

Petite histoire. Les services de recherche militaire américains ont mobilisé des chercheurs et des savants pour mettre au point les « oreilles de jungle », ces renifleurs électroniques capables de détecter la transpiration humaine, tout ce qui bouge, respire, fait du bruit, est plus chaud ou plus froid que l'environnement. Très vite en déplaçant, intervertissant ces détecteurs, les Vietnamiens ont réussi à brouiller et à fausser les informations émises, à faire qu'elles induisent l'état-major en erreur. Il a fallu remettre les chercheurs au travail pour intégrer aux détecteurs un système d'autodestruction miniaturisé, déclenché automatiquement pour le déplacement de l'appareil.

En tout des heures et des heures de travail, payées au prix fort. Et pour quel résultat ? Quel usage ? Encore un exemple parmi d'autres, des milliers d'autres.

Pourtant, aujourd'hui en France, 700 000 smicards n'ont que 788 francs mensuels pour vivre ; et un tiers des salariés, près de 5 millions de travailleurs, gagnent moins de 1 200 francs par mois. Et on meurt de faim dans le monde ! Et le nombre des analphabètes est passé en dix ans de 700 à 800 millions !

En 1960, les pays capitalistes dits « riches » avaient fixé 1 % de leur produit national d'aide aux pays qu'ils pillent et exploitent intensément par ailleurs. Depuis, l'aide a été réduite et ne représente plus pour les États-Unis, principal donateur que 0,5 % de son produit national ! Une aumône ! Et encore, les trois quarts de cette aumône ne sont pas un don, mais un

prêt remboursable. De sorte que la dette des pays sous-développés est passée de 9 milliards de dollars en 1955 à 60 milliards en 1970.

Ce gaspillage monumental n'est pas fortuit. Il n'est pas une bavure. Il n'est que le revers inséparable du système. Il s'agit d'un gaspillage où tout n'est pas perdu pour tout le monde. Pour General Motors, l'amélioration du claquement des portières n'est pas un gaspillage, mais un moyen de vendre, au même titre que la publicité. Pour les militaires, pour les gouvernements, et pour les patrons, le budget militaire et la recherche militaire ne sont pas davantage un gaspillage, mais le prix nécessaire au maintien de l'ordre établi, intérieur et international. Et quand une minorité opprime et exploite une majorité de travailleurs, quand un pays comme les États-Unis absorbe un sixième des richesses du monde ou un quinzième de la population, le maintien de l'ordre coûte nécessairement très cher : il faut acheter des mercenaires et perfectionner sans cesse les armes pour continuer à l'imposer à la masse de ses victimes.

Un autre monde

Les ouvriers anglais ne travaillent plus que trois jours par semaine, avec réduction de salaire à la clé... General Motors met 40 000 ouvriers américains en chômage technique. Et dans son discours de vœux, Pompidou annonce comme une largesse présidentielle « que tout sera fait pour éviter une crise générale de l'emploi ». Quant aux crises partielles, adviennent que pourra ! Alors qu'on parle de pénurie, alors qu'on connaît la grande misère de l'enseignement, de la santé, des équipements sociaux, le chômage menace plus que jamais. Ce n'est pas le moindre paradoxe de la société capitaliste.

Et alors que le chômage menace, la semaine de travail reste, 37 ans après les accords Matignon, supérieure à 44 heures par semaine, avec des cadences insoutenables. Le capitalisme n'en est pas à une contradiction près.

Il faut d'abord savoir que la durée du travail réelle dans une vie d'ouvrier n'a pratiquement pas diminué en un siècle. Il y a un siècle, la durée du travail était de 12 heures par jour environ, mais du fait de la proximité de l'habitat et du lieu de travail, elle coïncidait en fait avec la durée d'absence du domicile.

Aujourd'hui, dans la région parisienne, 40 % des hommes consacrent plus d'une heure par jour au transport souvent deux, parfois trois et plus ; le travailleur parisien est absent douze heures de son domicile, et 35 % plus de douze heures. De plus, si l'âge d'entrée au travail a reculé de six à huit ans environ en un siècle, la durée de la vie active a été prolongée de près de trente ans. Un ouvrier qui travaille 46 heures par semaine, soit 2 200 heures par an, travaille près de 120 000 heures dans sa vie : 10 % de plus qu'il y a un siècle ! Alors que la journée de travail est souvent plus pénible que jadis du fait de l'accélération des cadences et de l'organisation dite « scientifique du travail » : dans la sidérurgie, la production a augmenté de 100 % entre 1950 et 1965 pour le même temps de travail !

Ajoutons enfin que la plupart des patrons, plutôt que de réduire le temps de travail et d'embaucher du personnel, préfèrent multiplier les heures supplémentaires ; en particulier parce que les charges sociales sont moins lourdes sur les heures supplémentaires que sur de nouveaux emplois. Depuis plusieurs semaines, les mineurs britanniques ont entamé une grève des heures supplémentaires. Aux États-Unis, depuis la grève de l'usine ultramoderne de General Motors, à Lordstown, déclenchée contre

le gré de leur direction syndicale, par de jeunes travailleurs contre l'accélération des cadences, le problème des conditions de travail et en particulier des heures supplémentaires se pose avec insistance ; il l'a été en particulier dans la grève de Chrysler l'été dernier.

Six morts par jour

Les travailleurs ont été exploités, pressurés à un tel point, que certains patrons eux-mêmes sont obligés de constater que la surexploitation finit par aboutir à des résultats contraires à leur projet. D'abord du fait de l'augmentation de l'absentéisme au travail. Ainsi dans l'usine de Lordstown précitée on avait constaté que le taux d'absentéisme, considéré comme normal à 2 %, atteignait 5 % en moyenne et 10 % le vendredi ou le lundi. Des constatations analogues ont été faites à la Fiat de Turin. En revanche, une réduction d'horaires en Norvège a révélé que ses effets étaient compensés en partie par la réduction du taux d'absentéisme. Selon l'Institut Max Plank, une réduction d'horaire est compensée à 65 % par la diminution de fatigue dans le cas d'une journée ramenée de 10 à 9 heures de travail, à 45 % pour une réduction de 9 à 8 heures et à 36 % pour une réduction de 8 à 7 heures. En Australie une réduction de 4 heures par semaine (de 44 à 40 heures), appliquée à 71 usines, a donné en moyenne 2 % d'augmentation de la productivité grâce à une simple réorganisation des services. Et tout cela dans le cadre de pays capitalistes où les travailleurs continuent à subir le travail en miettes sans avoir leur mot à dire sur l'organisation et le but de leur travail, et encore moins de l'économie en général.

Une étude effectuée en France en 1948 montrait ainsi que, sur 1 000 salariés, le nombre d'absents varie de 76 à 35 selon que la semaine de travail est de 46 ou de 43 heures.

Autre conséquence de la durée du travail,

l'augmentation du nombre et de la gravité des accidents du travail. Pendant l'année 1960-1961 où la durée du travail a été l'une des plus longues de l'après-guerre, les accidents du travail ont augmenté en France de 13,5 % ! Une étude faite par des médecins de la région parisienne établit que 27 % des accidents touchent des ouvriers travaillant 8 à 9 heures par jour, et 38 % des accidents touchent des ouvriers travaillant plus de 9 heures. Or, la moyenne reste en France de 1,1 million d'accidents de travail par an pour 13 millions de salariés. Chaque jour, six travailleurs meurent dans une usine ou sur un chantier. En 1970, l'ensemble des accidents du travail a représenté une perte de 138 millions de journées de travail, soit l'équivalent de l'arrêt pendant un an de douze fois l'ensemble des usines Renault.

Au moment où l'on parle d'augmentation du chômage, il faut avoir toutes ces données bien présentes à l'esprit.

Les 35 heures, nécessaires et réalistes

Il faut savoir en outre qu'en France l'ensemble des usines tourne à 80 % de leurs capacités, qu'il manque des millions de crèches, d'écoles, de logements, qu'il manque des millions de médecins et d'enseignants. En un mot, qu'il y a largement de quoi [*phrase incompréhensible NDLE*] sur la planche pour tous. À condition que le but recherché ne soit plus le profit individuel des capitalistes, mais la satisfaction des besoins collectifs.

À condition de supprimer les heures supplémentaires et de réduire le temps de travail sans diminution de salaire ni augmentation de cadence. À condition de partager l'ensemble de la besogne entre tous les bras disponibles. À condition d'assurer le plein-emploi.

Déjà en 1967, la commission de la main-d'œuvre estimait possible le retour immédiat

aux 40 heures, moyennant l'embauche de 800 000 nouveaux travailleurs. Or, à cette date, deux tiers des femmes n'avaient pas d'emploi, la plupart parce que leurs tâches domestiques étaient incompatibles avec un emploi régulier. Et on estimait qu'une mère de trois enfants ayant un emploi faisait en réalité 84 heures de travail hebdomadaire en additionnant son travail domestique et son travail au-dehors. La commission de la main-d'œuvre estimait à 500 000 le nombre de femmes qui pourraient (et pour la plupart souhaiteraient) prendre un emploi à condition que leurs tâches domestiques soient socialisées (multiplication de crèches 24 heures sur 24, blanchisseries collectives, cantines de qualité et bon marché).

Autre source de main-d'œuvre : la jeunesse. La durée du service militaire permet de doser selon les besoins le réservoir de main-d'œuvre. L'encasernement pendant une année, avec la perte de temps durement ressentie par les

conscrits, a pour fonction essentielle l'embrigadement. L'apprentissage des armes réduit au temps des classes, sur les lieux d'habitat et de travail, libérerait des dizaines de milliers de jeunes par an.

Pour toutes ces raisons, la réduction massive du temps de travail est nécessaire et réaliste. Dès maintenant, les métallos anglais, et italiens ont fait leur la revendication de la semaine de 35 heures. Alors qu'en France, en 1971, avec 45,5 heures, la semaine de travail restait la plus longue d'Europe. Les travailleurs français doivent aussi exiger la semaine de 35 heures et l'échelle mobile des heures de travail. Aux États-Unis, il y a déjà plusieurs années que la principale revendication des syndicats, pourtant hyperréformistes et bureaucratiques, porte sur la semaine de 30, et même de 25 heures, sans qu'elle paraisse outrancière ou ridicule.

La réduction massive du temps de travail ne permettrait pas seulement de résorber le

chômage, d'assurer le plein-emploi, elle permettrait encore de commencer à vivre autrement.

Pour ne prendre qu'un exemple, la réduction du temps de travail permettrait d'abolir la notion de retraite. Aujourd'hui, la revendication d'abaissement de l'âge de la retraite est fondamentale pour les travailleurs. Pourtant, beaucoup souffrent de la coupure brutale que constitue le départ à la retraite : ils ont été pressés comme des citrons toute leur vie, et puis, du jour au lendemain, plus rentables, au rencart, avec une aumône ! Une enquête a prouvé qu'un cadre retraité sur deux aurait préféré travailler plus longtemps. Nombre de travailleurs aussi, mais à leur rythme, avec des horaires réduits, et à condition d'avoir été moins surmenés tout au long de leur vie.

Beaucoup plus fondamentalement, la réduction massive du temps de travail est la condition même pour que les travailleurs dans leur masse aient le temps et le goût de s'intéresser à l'organisation de leur travail et de la société dans son ensemble, d'élaborer collectivement et démocratiquement un plan économique, de prendre part aux grandes décisions politiques. C'est une des conditions fondamentales de la société socialiste.

C'est aussi le moyen de libérer des millions et des millions de cerveaux de la routine et de l'abrutissement quotidiens. De leur donner l'envie et la possibilité d'inventer, de créer, de bâtir un monde tout différent, tel qu'une poignée de chercheurs d'élite actuels n'auraient jamais assez d'imagination pour le concevoir. On s'est émerveillé de l'imagination des grévistes de Lip, ce n'est qu'un avant-goût de ces possibilités ouvertes par la libération des travailleurs. Mais pour y arriver, il faudra briser la logique du profit, et l'État qui la protège.

Dossier *Rouge*, 4 janvier 1974

Les 40 heures... en 1977 !

Le procès-verbal des accords de Grenelle, le 27 mai 1968, déclarait : « Le CNPF et les confédérations syndicales ont décidé de conclure un accord-cadre dont le but est de mettre en œuvre une politique de réduction progressive de la durée hebdomadaire du travail en vue d'aboutir à la semaine de 40 heures. »

Résultat : la durée hebdomadaire moyenne de la semaine de travail, qui était de 45,7 heures en 1968, a diminué de 1 h 57 minutes en cinq ans ! Elle était de 43 h 23 en décembre 1972. Si la réduction moyenne de 40 minutes par an se poursuivait, on atteindrait les 40 heures vers l'automne 1977, 41 ans après les accords Matignon.

Et encore : dans le bâtiment, en 1972, la semaine de travail reste de 48 heures en moyenne, 47,5 heures dans l'extraction des minerais, 46 heures dans le bois et l'ameublement.

Ce sont des horaires parmi les plus lourds du monde (et encore n'intègrent-ils pas le travail au noir qui reste fréquent !).

Aux États-Unis la semaine est de 37 heures dans l'industrie, en Allemagne de 43 heures.

En 1930, la semaine de travail en France était de 47 heures, en 1936 de 40 heures, en 1945 de 44 heures : les progrès technologiques en 40 ans ont peu profité aux travailleurs, les patrons ont réalisé de copieux bénéfices.